

FACS ET LABOS EN LUTTE

Contre la destruction du service public de l'enseignement et de la recherche
Contre la marchandisation des savoirs

Pour des postes et des moyens dans les facs et les labos

La réforme des retraites n'est qu'un aspect des politiques néolibérales mises en place par les gouvernements successifs depuis une trentaine d'années. La violence de ces politiques qui empêchent de travailler sereinement, de se nourrir et de se loger correctement ; la violence de ces politiques qui tuent, appelle une mobilisation plus déterminée.

La réforme des retraites ne peut être isolée des autres réformes passées ou en cours, celle de l'assurance chômage, celles qui touchent l'éducation nationale et l'enseignement supérieur : loi ORE et **Parcoursup**, Réforme Blanquer, **augmentation des frais d'inscription** à l'université, notamment pour les étudiant-es étranger-es extra-européen-n-es, réforme du recrutement et de la formation des enseignants du second degré, **LPPR**...

Ces différentes réformes contribuent à la **précarisation croissante de tou·tes**, y compris dans l'ESR : étudiant-es français-es et étrangères, enseignant-es-chercheur-es, enseignant-es, chercheur-es, BIATSS.

Notre lutte s'inscrit dans la **défense du principe de solidarité et des services publics**. Elle vise à **défendre l'université comme lieu ouvert à tout·es**. Pour une université critique des politiques néolibérales en son sein et dans l'ensemble de la société. Pour une recherche et un enseignement libres et indépendants des intérêts du marché.

Il est urgent de prendre conscience de la situation actuelle
et de sortir de nos routines.

Créons des lieux et des outils pour produire des savoirs qui nous émancipent ! Poursuivons les luttes localement et au niveau national, pour amplifier la mobilisation au sein de l'ESR et pour renforcer la solidarité avec tou·te-s celles et ceux qui luttent !

FACS ET LABOS EN LUTTE

Contre la destruction du service public de l'enseignement et de la recherche
Contre la marchandisation des savoirs

Pour des postes et des moyens dans les facs et les labos

La réforme des retraites n'est qu'un aspect des politiques néolibérales mises en place par les gouvernements successifs depuis une trentaine d'années. La violence de ces politiques qui empêchent de travailler sereinement, de se nourrir et de se loger correctement ; la violence de ces politiques qui tuent, appelle une mobilisation plus déterminée.

La réforme des retraites ne peut être isolée des autres réformes passées ou en cours, celle de l'assurance chômage, celles qui touchent l'éducation nationale et l'enseignement supérieur : loi ORE et **Parcoursup**, Réforme Blanquer, **augmentation des frais d'inscription** à l'université, notamment pour les étudiant-es étranger-es extra-européen-n-es, réforme du recrutement et de la formation des enseignants du second degré, **LPPR**...

Ces différentes réformes contribuent à la **précarisation croissante de tou·tes**, y compris dans l'ESR : étudiant-es français-es et étrangères, enseignant-es-chercheur-es, enseignant-es, chercheur-es, BIATSS.

Notre lutte s'inscrit dans la **défense du principe de solidarité et des services publics**. Elle vise à **défendre l'université comme lieu ouvert à tout·es**. Pour une université critique des politiques néolibérales en son sein et dans l'ensemble de la société. Pour une recherche et un enseignement libres et indépendants des intérêts du marché.

Il est urgent de prendre conscience de la situation actuelle
et de sortir de nos routines.

Créons des lieux et des outils pour produire des savoirs qui nous émancipent ! Poursuivons les luttes localement et au niveau national, pour amplifier la mobilisation au sein de l'ESR et pour renforcer la solidarité avec tou·te-s celles et ceux qui luttent !

Nos recherches appartiennent à tou-tes et servent le bien commun, pas les entreprises capitalistes !

Ce gouvernement, comme les précédents, soumet l'enseignement et la recherche aux **intérêts privés**, en distribuant le **crédit impôt recherche sans contrôle** et en tentant de mettre les facs et les labos au service du patronat.

La **loi de programmation pluriannuelle de la recherche** (LPPR) en préparation serait une étape majeure de ce processus de destruction du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les premières annonces d'Emmanuel Macron à l'occasion des 80 ans du CNRS promettent **plus de mandarinat, plus de précarité, plus d'inégalités** entre les établissements et les personnels, et toujours plus d'argent pour les entreprises privées. La LPPR c'est :

- la création de **nouveaux contrats précaires** (dont des « CDI-chantier », pour le temps limité d'un projet) ;
- le contournement de la qualification pour certains établissements favorisés ;
- **l'individualisation des carrières, l'évaluation généralisée** et la modulation de service pour les enseignant-e-s-chercheur-e-s ;
- le renforcement de la logique d'appels à projets comme mode unique de financement de la recherche et **augmentation de la concurrence** entre unités de recherche, etc.

De la LRU à Parcoursup, c'est partout la même **idéologie** de la **compétition** entre étudiant.e.s, entre universités, entre laboratoires, entre chercheur.e.s. Et on l'a vu avec les **déclassements** à répétition au CNRS, notamment d'Akim Oualhaci : la mise en **concurrence généralisée** et la réduction massive des postes favorisent les **discriminations** sous toutes leurs formes, notamment de genre, de classe, d'âge ou ethno-raciales. Voilà le fond de la « **loi inégalitaire et darwinienne** » (dixit Antoine Petit) que le gouvernement nous prépare !

Vive le service public de la recherche, vive l'université ouverte !

Canal Telegram : <https://t.me/mobilisationESR>

Facebook : Pour l'emploi et les conditions de travail dans l'ESR

Site : universiteouverte.org

Nos recherches appartiennent à tou-tes et servent le bien commun, pas les entreprises capitalistes !

Ce gouvernement, comme les précédents, soumet l'enseignement et la recherche aux **intérêts privés**, en distribuant le **crédit impôt recherche sans contrôle** et en tentant de mettre les facs et les labos au service du patronat.

La **loi de programmation pluriannuelle de la recherche** (LPPR) en préparation serait une étape majeure de ce processus de destruction du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les premières annonces d'Emmanuel Macron à l'occasion des 80 ans du CNRS promettent **plus de mandarinat, plus de précarité, plus d'inégalités** entre les établissements et les personnels, et toujours plus d'argent pour les entreprises privées. La LPPR c'est :

- la création de **nouveaux contrats précaires** (dont des « CDI-chantier », pour le temps limité d'un projet) ;
- le contournement de la qualification pour certains établissements favorisés ;
- **l'individualisation des carrières, l'évaluation généralisée** et la modulation de service pour les enseignant-e-s-chercheur-e-s ;
- le renforcement de la logique d'appels à projets comme mode unique de financement de la recherche et **augmentation de la concurrence** entre unités de recherche, etc.

De la LRU à Parcoursup, c'est partout la même **idéologie** de la **compétition** entre étudiant.e.s, entre universités, entre laboratoires, entre chercheur.e.s. Et on l'a vu avec les **déclassements** à répétition au CNRS, notamment d'Akim Oualhaci : la mise en **concurrence généralisée** et la réduction massive des postes favorisent les **discriminations** sous toutes leurs formes, notamment de genre, de classe, d'âge ou ethno-raciales. Voilà le fond de la « **loi inégalitaire et darwinienne** » (dixit Antoine Petit) que le gouvernement nous prépare !

Vive le service public de la recherche, vive l'université ouverte !

Canal Telegram : <https://t.me/mobilisationESR>

Facebook : Pour l'emploi et les conditions de travail dans l'ESR

Site : universiteouverte.org